

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

14 OCTOBRE 2023

N° 298

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Bombardement de la bande de Gaza et tuerie de la population par l'État Israélien

Éditorial

POUR METTRE FIN À L'EXPLOITATION, À LA BARBARIE ET AUX GUERRES,
IL FAUT RENVERSER LE CAPITALISME !

Page 3

TIRS GROUPÉS SUR LE
POUVOIR D'ACHAT DES
TRAVAILLEURS :
UNE RÉACTION EST
NÉCESSAIRE !

Page 4

IMMIGRATION
CLANDESTINE DES
IVOIRIENS VERS L'EUROPE :
UN PHÉNOMÈNE LIÉ À LA
MONTÉE DU CHÔMAGE ET
DE LA MISÈRE !

Page 8

ISRAÉLIENS ET
PALESTINIENS, DANS LE
PIÈGE SANGlant CRÉÉ
PAR L'IMPÉRIALISME

Page 10-12

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- POUR METTRE FIN À L'EXPLOITATION, À LA BARBARIE ET AUX GUERRES, IL FAUT RENVERSER LE CAPITALISME !.....	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- TIRS GROUPÉS SUR LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS : UNE RÉACTION EST NÉCESSAIRE !.....	4
- SIMAM : DICTATURE PATRONALE À L'ŒUVRE !.....	4
- CMEC, CHANTIER ABOBO-DOUMÉ, LES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR DE MEILLEURS SALAIRES.....	5
- LE COÛT DU TRANSPORT, VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES TRAVAILLEURS.....	5
- FRAIS D'INSCRIPTION ET DE SCOLARITÉ, LES EXIGENCES DES FONDATEURS D'ÉCOLE ASPHYXIENT LE REVENU DES PARENTS.....	6
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- IMMIGRATION CLANDESTINE DES IVOIRIENS VERS L'EUROPE : UN PHÉNOMÈNE LIÉ À LA MONTÉE DU CHÔMAGE ET DE LA MISÈRE !.....	7
- CAN 2024 : UNE AFFAIRE DE GROS SOUS ET D'INCITATION AU NATIONALISME.....	7
- UN POULET A 2 MILLIONS : IL Y A CLIENT !.....	8
- SÉNAT : UNE SINÉCURE POUR CASER DES AMIS.....	8
- L'ARGENT, IL Y EN A À GOGO !.....	8
- PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA DROGUE KADHAFI.....	8
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- MALI : GOÏTA TEND SON PIÈGE DE L'UNION NATIONALE	9 - 10
- ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS, DANS LE PIÈGE SANGLANANT CRÉÉ PAR L'IMPÉRIALISME	10 - 11

**POUR METTRE FIN À L'EXPLOITATION, À LA BARBARIE ET AUX GUERRES,
IL FAUT RENVERSER LE CAPITALISME !**

Tous les ans en cette période, c'est au prix de mille sacrifices que les travailleurs, essaient de scolariser les enfants. D'où sortir cet argent quand on a déjà du mal à faire face aux dépenses quotidiennes ? Pendant que nos salaires sont maintenus au plus bas, les prix des denrées ne cessent de grimper. Cette situation intenable résulte de l'exploitation capitaliste que nous subissons et elle continuera à nous maintenir dans un dénuement permanent tant que nous n'aurons pas mis fin à ce système profondément injuste et inhumain.

Dans ce monde capitaliste, c'est nous les travailleurs qui faisons marcher l'économie. Sans notre travail, rien ne fonctionnerait ! C'est de l'exploitation de notre force de travail, génération après génération, que la classe bourgeoise tire et accumule ses richesses ! Elle nous considère comme ses esclaves, tout juste bons pour l'engraisser.

Souvent, nous n'arrivons même pas à nourrir correctement nos familles et nous sommes logés comme des animaux et pourtant c'est nous qui construisons les maisons et les routes, qui cultivons, qui faisons tourner les usines. Le port, le transport, les écoles, les hôpitaux, c'est encore nous qui les faisons fonctionner.

Pour la classe capitaliste, nous ne serons jamais rien d'autre que de la chair à exploiter ! Ceux qui gouvernent ce pays sont chargés de nous faire patienter et de nous faire croire que demain ça ira mieux. Mais il suffit de regarder 30 à 40 ans en arrière pour s'apercevoir que la vie des pauvres ne s'améliore pas avec les années qui passent. Au contraire, l'exploitation s'aggrave. Même les rares améliorations que certains d'entre nous parviennent à arracher grâce à des mobilisations et des grèves, la bourgeoisie se débrouille pour les récupérer d'une façon ou d'une autre.

Les dirigeants des grandes puissances impérialistes qui sont les vrais maîtres de nos dirigeants locaux, fomentent des guerres un peu partout dans le monde pour assurer la prospérité de leur grande bourgeoisie capitaliste. Ce sont les populations pauvres qui subissent leur barbarie comme au Soudan, au Mali, en Palestine, ou qui servent de chair à canon comme en Ukraine et en Russie.

C'est l'avenir que le capitalisme nous réserve à nous et à nos enfants si nous laissons la bourgeoisie diriger la société. Elle détient aussi bien les moyens de productions que le pouvoir d'État. Ah, bien sûr, elle fait périodiquement son cinéma en changeant de temps à autre l'équipe au pouvoir par les urnes, mais quand elle le veut, elle le fait aussi par des coups d'État. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, le réservoir de personnel politique de la bourgeoisie est rempli de gens comme Ouattara, Gbagbo, Soro et leurs semblables, civils ou militaires. Mais ne nous y trompons pas, ce sont tous des serviteurs des intérêts des riches capitalistes !

Alors, oui, c'est nous même qui pouvons changer notre sort. Il nous faut pour cela œuvrer à la construction de notre organisation politique en tant que classe sociale exploitée. Le prolétariat est mondial, notre organisation doit aussi être mondiale. Notre force est colossale mais il lui manque la conscience et l'organisation pour transformer radicalement la société. Organisée, la classe ouvrière peut arracher les moyens de productions et le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie et la renverser à l'échelle mondiale !

« *Prolétaire de tous les pays, unissez-vous* » ! Ce sont-là les paroles de Karl Marx dans le manifeste communiste. Il doit guider nos pas pour le regroupement de nos forces à l'échelle mondiale et permettre enfin aux hommes libres de construire un monde meilleur, débarrassé de toute forme d'exploitation et de l'accaparement des richesses !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

TIRS GROUPÉS SUR LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS : UNE RÉACTION EST NÉCESSAIRE !

Cette période est marquée par des attaques sous tous azimuts contre le pouvoir d'achat des travailleurs.

L'un des plus gros postes de dépenses pour un foyer en ce moment, c'est la rentrée des classes. Tous les ans c'est difficile pour les petites gens et cette année c'est encore plus dure. Les frais d'écolage explosent, les prix des fournitures scolaires sont en nette augmentation. Les gros éditeurs se frottent les mains en ce moment car les manuels scolaires changent tous les ans, obligeant les parents d'élève à acheter de nouveaux livres. Il y a aussi tous les frais annexes. Dans ces conditions, nombreux sont les enfants de pauvres qui seront éjectés du système éducatif malgré les fanfaronnades des gens du gouvernement sur la prétendue école gratuite et obligatoire.

Les classes laborieuses n'en n'ont pas encore fini avec cette affaire de rentrée des classes, elles sont frappées de plein fouet par l'augmentation du prix du riz, l'aliment de base de la grande majorité. L'une des premières préoccupations du travailleur quand il reçoit sa paye, c'est d'acheter son sac de riz. C'est pourquoi ce genre d'augmentation représente une attaque directe contre le monde du travail. Le

gouvernement nous explique que cette augmentation est due au fait que l'Inde a décidé de ne plus exporter son riz. Ce qui aurait occasionné une augmentation de 5 à 10 % du prix sur le marché international. Mais ici, on se retrouve avec plus de 20% d'augmentation ! Et ce même gouvernement nous raconte des salades sur le soi-disant « *plafonnement des prix* ». C'est tout au plus un moyen de s'en prendre aux petits commerçants en les accusant de ne pas respecter les prix et de ce fait, être responsables de la flambée des prix.

À cela s'ajoute maintenant l'augmentation du prix du carburant à hauteur de 60F. Là, on nous explique que cette augmentation n'aura pas d'incidence sur le coût du transport. Ces gens nous racontent des salades !

Le salaire quant à lui, ne bouge pas. Lorsqu'il tombe dans la poche du travailleur, il fond rapidement comme neige au soleil.

Les classes riches s'en prennent sans vergogne au pouvoir d'achat des travailleurs. Si nous ne voulons pas finir complètement dans la misère, il va falloir préparer les luttes de demain pour imposer des augmentations de salaire et leur indexation sur le coût réel de la vie.

SIMAM : DICTATURE PATRONALE À L'ŒUVRE !

Plus d'une dizaine de travailleurs embauchés ont été renvoyés récemment de Simam-gaz, une entreprise de production et de distribution de bombones de gaz B6 et B12, à l'issue de « *négociations* » qui ont traînées en longueur. Leur « *crime* », c'est d'avoir fait grève trois jours durant (du 5 au 7 juin) pour réclamer de meilleurs salaires et conditions de travail.

Dans les zones industrielles, les patrons font la pluie et le beau temps.

Chaque fois que les travailleurs osent lever le petit doigt pour réclamer quoi que ce soit, ils répondent par des intimidations, des licenciements et de la violence.

Aucun des problèmes soulevés par les travailleurs n'a été résolu. Les mêmes causes produisent les mêmes effets : tôt ou tard, les travailleurs reviendront à la charge, et cette fois-ci, ils pourraient être rejoints par d'autres travailleurs de la zone. Tous vivent les mêmes réalités !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CMEC, CHANTIER ABOBO-DOUMÉ, LES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR DE MEILLEURS SALAIRES

Cmec est une entreprise de Btp basée à Abidjan et ayant des chantiers dans plusieurs villes. Le lundi 2 octobre 2023, les travailleurs du chantier d'Abobo Doumé dans la commune d'Attecoubé ont marqué un arrêt de travail pour dénoncer les mauvaises conditions de travail et les bas salaires.

En effet, c'est depuis le jeudi 28 septembre que les ouvriers menuisiers réclament une augmentation de salaire. Pour le même travail, les uns touchent 6500 F par jours et d'autres 5000 F. Quant aux manœuvres, ils ne touchent que 3500 F.

Au cours de la négociation, le patron a concédé une augmentation de 500F mais uniquement pour les menuisiers payés à 6500 F. Pour les autres, ouvriers et manœuvres, il leur a dit que leur salaire restait en l'état et que c'est à prendre ou à laisser. Manifestement, il veut diviser les travailleurs pour mieux les exploiter.

Le samedi 30 septembre à la descente, les travailleurs à qui le patron avait promis une augmentation ont remarqué que c'était plutôt une plaisanterie. Chacun s'est retrouvé avec les mêmes salaires qu'avant.

Alors le lundi 02 octobre tôt le matin, les travailleurs se sont réunis et ont décidé de se rendre à la base. Ils ont exigé la reprise

des négociations pour une augmentation générale des salaires pour tous : manœuvres, menuisiers, électriciens et ferrailleurs. Ils étaient unanimes et déterminés. Mais la direction a une nouvelle fois rejeté leur demande. Ce même jour, la grève fut effective et suivie par tous.

Le lendemain, ils se sont rendus de bonne heure sur le site pour discuter avec les nouveaux travailleurs convoyés par le patron. Ils se sont rapprochés de ces derniers et leur ont expliqué les raisons de leur arrêt de travail. Ils ont été compris.

Vu que la situation tournait à l'avantage des grévistes, la direction a fait appel à la police. Après des heures de discussion, le directeur du chantier a fait deux propositions : soit, ils forment des équipes pour prendre des bâtiments en contrat, soit ils reprennent le travail sur la base des mêmes salaires. Au risque de perdre leur ancienneté, ils ont décidé de travailler avec ce même salaire.

Finalement, même s'ils n'ont rien obtenu cette fois-ci, le moral est bon. Ils continuent de se réunir et appliquent l'adage qui dit qu'il faut « *reculer pour mieux sauter* » et en profiter pour mieux s'organiser.

LE COÛT DU TRANSPORT, VÉRITABLE CASSE-TÊTE POUR LES TRAVAILLEURS

Le coût du transport a considérablement augmenté en un an. Il devient pire, en fonction des heures et des jours. Entre Adjamé et Yopougon le prix du trajet avec le gbaka était de 100f à 300F. Aujourd'hui c'est entre 300 et 600F. Entre Abobo et Adjamé c'était à 100F ou 200F, maintenant c'est de 300 à 500F. Le taxi communal woro-woro, on le prenait à partir 100f, maintenant c'est de 200 à 500F.

Cette réalité est vécue par les travailleurs dans toutes les communes. Pour

alléger les frais, certains font une bonne partie du trajet à pieds avant d'emprunter un véhicule

Effectivement, si pour les riches, 500F ou 1000F, ça ne compte pas, pour les travailleurs, 100F de plus à payer, c'est déjà un trou dans le budget. Les salaires et les primes qui doivent normalement suivre les augmentations des prix, sont bloqués par les patrons. Mais quand la résignation se transformera en explosion de colère, la situation sera différente.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FRAIS D'INSCRIPTION ET DE SCOLARITÉ, LES EXIGENCES DES FONDATEURS D'ÉCOLE ASPHYXIENT LE REVENU DES PARENTS

Tout augmente au quotidien, sauf les salaires des travailleurs. Les frais d'inscription et de scolarité n'échappent pas à la règle. Les fondateurs des établissements justifient cette augmentation par la cherté de la vie.

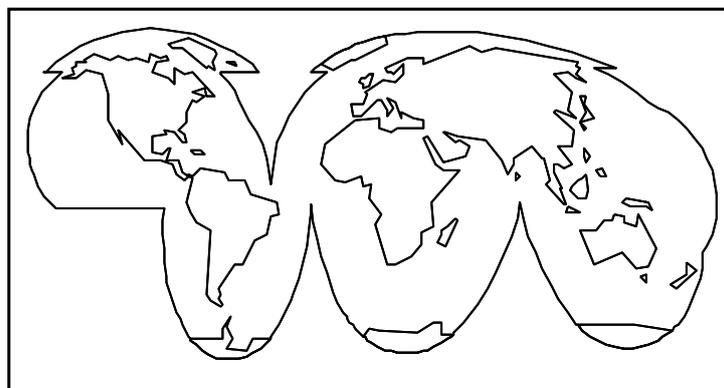
La rentrée scolaire a débuté depuis le 11 septembre 2023 mais beaucoup d'élèves dont les parents sont pauvres traînent encore à la maison. Comme chaque année, la rentrée scolaire a toujours été difficile. Mais la nouveauté cette année, c'est l'augmentation criante des frais d'inscription et de scolarité qui frise une escroquerie organisée et planifiée par les acteurs du système scolaire privé. Une augmentation de 5000f à 15.000f s'est ajoutée sur les frais d'inscription. Ensuite, il y a d'autres frais qui subissent aussi une hausse allant de 10.000f à 25.000f en fonction des écoles.

Les conditions de paiement imposées aux parents donnent parfois le vertige. Ainsi, une vendeuse raconte qu'on l'a obligée à payer 200.000f sur le champ, pour les frais

d'inscription de son fils qui a été orienté dans une « *grande école* ». Elle a plaidé pour le droit de payer en deux modalités, mais cela lui a été refusé. Un ouvrier du bâtiment a dû solliciter l'aide de sa mère pour pouvoir payer 60.000f d'un coup des frais d'inscription obligatoires pour ses trois enfants du primaire, là où il avait payé 30.000f l'an passé. Pour les élèves des écoles publiques qui ont été orientés vers les collèges privés, rien que les frais d'inscription équivalent parfois au coût habituel d'une scolarité d'un élève. C'est d'autant plus scandaleux que ces établissements reçoivent l'argent de l'État pour chaque élève orienté vers eux.

Le gouvernement raconte à qui veut l'entendre que la scolarité est gratuite dans ce pays. En réalité, l'État ne construit plus assez d'école. Même celles qui existent sont souvent en piteux états, sans entretien et avec un manque d'enseignants. De l'autre côté, il favorise et finance les écoles privées qui ne sont finalement que des entreprises capitalistes dont le métier est d'abord de faire du profit.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

IMMIGRATION CLANDESTINE DES IVOIRIENS VERS L'EUROPE : UN PHÉNOMÈNE LIÉ À LA MONTÉE DU CHÔMAGE ET DE LA MISÈRE !

La Côte d'Ivoire est devenue un haut lieu de départ des candidats à la migration clandestine vers l'Europe. Selon les chiffres officiels de l'Union Européenne, un pic a été atteint au mois de septembre 2023 avec plus de 14 000 demandeurs d'asile ivoiriens. Selon ces chiffres, la Côte d'Ivoire est le deuxième pays de demandeurs d'asile vers l'Europe après la Guinée.

Ces chiffres mettent à mal les autorités ivoiriennes qui voudraient bien faire croire que tout va pour le mieux pour les travailleurs et les populations pauvres dans ce pays.

Face à cette situation, elles voudraient rétablir les visas avec la Tunisie et le Maroc, mais ce n'est certainement pas ce genre de disposition qui pourra arrêter le flux de migration vers les pays riches.

C'est surtout la misère et le manque de perspective qui poussent toujours plus de personnes à tenter leur chance ailleurs en bravant le désert, la mer, les murs et les barbelés. Et tant qu'on ne mettra pas fin à ces causes-là, il y aura toujours des candidats pour partir, quels qu'en soient les risques encourus.

CAN 2024 : UNE AFFAIRE DE GROS SOUS ET D'INCITATION AU NATIONALISME

Au mois de janvier 2024, la Côte d'Ivoire va accueillir la 36^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). 24 équipes de football du continent vont s'y affronter pendant un mois.

En prévision de cette compétition, l'État ivoirien a massivement investi dans la construction et la rénovation d'infrastructures. Entre les stades, les villages d'hébergement et autres infrastructures liées à cette compétition sportive, c'est officiellement plus de 500 milliards de francs Cfa qui ont été ainsi investis. Pour les rois du béton, des hôtels, des médias et des annonceurs, cette compétition est une aubaine. Et on peut imaginer que ceux qui sont chargés d'attribuer ces marchés se sont aussi sucrés au passage. Ce qui adviendra ensuite de ces infrastructures après la CAN, l'avenir nous le dira. L'expérience des pays qui ont déjà organisé ce genre d'évènement montrent que

souvent ces infrastructures sont ensuite laissées à l'abandon faute de disposer de moyens pour les entretenir.

On voit bien que l'argent, il y en a, mais pas pour réaliser des choses utiles à la population. L'État trouve des centaines de milliards quand il s'agit d'engraisser les capitalistes, alors que les écoles et autres infrastructures utiles à la population manquent cruellement.

Et quand la compétition commencera, le gouvernement et les riches dont il défend les intérêts, espèrent dévier le mécontentement des travailleurs et des pauvres vers le nationalisme, pendant qu'eux continueront à les exploiter. Mais qu'ils se méfient quand même car, comme dans un match de football, le ballon du mécontentement social, ils peuvent aussi avoir la mauvaise surprise de le recevoir au fond de leur filet !

L E U R S O C I E T E

UN POULET A 2 MILLIONS : IL Y A CLIENT !

Lors de la 6^{ème} édition du Salon de l'agriculture et des ressources animales (SARA) à Abidjan, l'une des attractions a été le poulet noir d'Indonésie, réputé être le plus

cher du monde. Un spécimen a été vendu aux enchères pour 2 millions. Dans ce pays tout le monde n'est pas fauché !

SÉNAT : UNE SINÉCURE POUR CASER DES AMIS

Le 12 octobre 2023, l'ex-ministre des Affaires étrangères Candia Camara a été propulsée à la tête du Sénat, un poste de prestige et de sinécure.

Dans ce pays, il y a déjà l'Assemblée nationale où les députés sont élus au suffrage direct. On y vote des lois mais elle n'a jamais été rien d'autre qu'une caisse de résonance du pouvoir. Avec le Sénat, ça en

fait deux avec autant de postes pour caser des amis, à commencer par ceux du chef de l'État lui-même puisque le tiers des sénateurs est désigné directement par lui. Même si certains ne siègeront que 3 ou 4 fois pendant toute la durée de leur mandat, ils sont assurés de toucher leurs salaires et primes tout en bénéficiant d'autres privilèges liés à leur fonction.

L'ARGENT, IL Y EN A À GOGO !

Le président de la république vient de recaser certains de ses petits amis. Ainsi, l'ex-ministre de la « *promotion de la bonne gouvernance* » a été nommé « *président de la haute autorité de la bonne gouvernance* ». Son mangement a été amélioré ! L'ancien

maire de Yopougon a été nommé « *haut représentant du président de la république* ». Ca mange aussi cadeau !

Quant aux populations pauvres, pour leurs besoins les plus élémentaires, ils peuvent toujours attendre.

PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA DROGUE KADHAFI

Les autorités prétendent avoir engagé une lutte contre la drogue connue sous le nom de « *Khadafi* ». C'est une drogue du pauvre, un mélange de Tramadol et d'une boisson énergisante alcoolisée appelée « *Vody* ». Le Tramadol existe sous forme de comprimés pour le traitement des douleurs. Le prix du comprimé varie entre 500 et 1000 F. Quant au Vody, il se trouve dans le commerce.

Que compte faire le gouvernement ? Empêcher le commerce de la boisson et du médicament incriminé ? Envoyer sa police pour réprimer les consommateurs de cette

drogue ? Ce qui est sûr c'est que ce sera une aubaine de plus pour les policiers racketteurs de s'adonner à leur passe-temps favori !

Cette prétendue lutte contre la drogue n'est rien d'autre que de la démagogie. À défaut de combattre les causes de ce phénomène, c'est-à-dire la misère et le désœuvrement, le gouvernement fait semblant d'agir sur ses conséquences. Mais qu'attendre de plus d'un gouvernement qui ne se soucie que des intérêts de la classe dominante, composée de parasites et d'exploiteurs ?

MALI : GOÏTA TEND SON PIÈGE DE L'UNION NATIONALE

Un an après le départ des troupes militaires françaises de l'opération Barkhane (en août 2022) à la demande d'Assimi Goïta, chef de la junte au pouvoir à Bamako, ce sont les Casques bleus de l'ONU qui ont commencé à leur tour à plier bagages, toujours à la demande des autorités maliennes.

Les galonnés au pouvoir à Bamako sont bien placés pour savoir que l'armée française comme les soldats de l'ONU sous couvert de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) n'étaient pas venus pour aider l'État malien à combattre les groupes armés islamistes ou les troupes des indépendantistes du MNLA qui défient l'État malien. Leur objectif était surtout de veiller à l'ordre impérialiste, principalement celui de l'impérialisme français, dans cette région du Sahel.

En mettant fin à la présence de l'armée française et des Casques bleus, Assimi Goïta avait promis que lui, avec l'aide des mercenaires de Wagner, allait reconquérir la souveraineté de l'État malien sur l'ensemble du territoire national. Mais force est de constater que plus d'un an après l'arrivée de ces mercenaires, les groupes armés islamistes continuent de sévir comme avant. Ils volent et tuent les villageois en toute impunité, ils continuent aussi de s'attaquer à l'armée malienne en posant des mines sur le passage des véhicules militaires ou en faisant des attaques surprises contre des casernes. Plus au nord du pays, dans la région de Kidal et vers la frontière algérienne, les groupes armés se revendiquant du mouvement indépendantiste de l'Azawad continuent de régner sur un vaste territoire.

Vers une nouvelle offensive de l'armée malienne ?

Alors que les bases de la Minusma abritant ses 15 000 personnes (militaires, policiers et civils), ont commencé à se vider, on assiste à une course poursuite entre l'armée malienne et les mouvements rebelles pour se les approprier. Si dans le sud du pays, l'État malien n'a pas trop de problèmes pour s'en emparer, il n'en va pas de même pour les bases situées dans le nord et dans

l'est où les groupes armés rebelles sont bien implantés. L'armée malienne a déjà subi de nombreuses pertes lors de récents affrontements et a du mal à gagner du terrain. De nombreux civils y ont aussi perdu la vie.

Les groupes armés islamistes font un blocus notamment sur Gao et Tombouctou en empêchant la circulation des camions de transport de marchandises. La voie du fleuve est aussi bloquée. Le 7 septembre dernier, le ferry Le Tombouctou transportant des personnes et des marchandises, a été attaqué par des bandes armées, faisant plusieurs dizaines de victimes civiles.

Les conséquences de ce blocus sont catastrophiques pour les habitants, à commencer par ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter des denrées dont les prix se sont envolés. Les villageois situés aux alentours de ces deux grandes villes se trouvent de plus en plus isolés et ont du mal à écouler leurs maigres productions. Ils vivent sous la terreur des groupes armés et sont livrés à eux-mêmes.

Depuis le début de ce mois d'octobre, un convoi constitué d'une centaine de véhicules transportant des soldats maliens et des mercenaires de Wagner se dirige vers les villes du nord pour prendre possession des bases abandonnées par la Minusma. C'est une occasion pour le dictateur galonné Assimi Goïta de claironner son patriotisme autour du thème « *le Mali est un et indivisible* » afin de rassembler les associations, les partis politiques et les syndicats autour de lui.

Le piège du nationalisme, une arme contre les exploités

La propagande nationaliste bat son plein dans les médias d'État. À la radio et à la télé, on n'entend que des discours patriotiques et des éloges aux « *vaillants soldats maliens* ». Des collectifs et des comités de soutien à l'armée naissent un peu partout et sillonnent les quartiers de Bamako et des grandes villes pour appeler les gens à se mobiliser derrière l'armée. Dans les discours des tenants du pouvoir, il n'est plus question du retour à un gouvernement civil « *dans les plus brefs délais* » comme ils le

disaient auparavant. Goïta a plutôt annoncé le report des élections présidentielles, initialement prévues en février 2024. En même temps, les mesures de répression contre les opposants politiques ont été renforcées. « *Il faut tout sacrifier pendant un moment pour inverser la tendance* » a déclaré récemment le Premier ministre Choguel Maïga lors de son déplacement à Tombouctou.

Les partisans de l'imam réactionnaire Dicko qui avaient prévu de manifester le 13 octobre dans les rue de Bamako pour demander la formation d'un « *gouvernement de transition civile* » qui leur donnerait une place un peu plus grande dans la mangeoire gouvernementale à côté des militaires, ont tout simplement annulé leur appel.

Quant aux principaux syndicats, notamment l'UNTM (Union nationale de travailleurs du Mali), ils brillent surtout par leur inaction alors que les travailleurs du secteur public comme ceux du privé, souffrent des bas salaires et de la flambée des prix amplifiée par la crise économique et politique. Tous ceux qui osent critiquer la corruption et la gabegie du régime des militaires sont poursuivis pour trouble à l'ordre public par la justice aux ordres du pouvoir.

Avec ses envolées patriotiques, Assimi Goïta veut se présenter comme le « *sauveur de la patrie en danger* » mais il n'est rien d'autre qu'un dictateur qui défend sa place au soleil. Jusqu'ici il n'a pas encore désigné l'ensemble du peuple Touareg ou d'autres

ethnies du Nord ou de l'Est comme des ennemis à éliminer. Mais il ne faut pas pour autant oublier que des dirigeants de son genre sont capables d'opposer les populations les unes contre les autres pour s'agripper au pouvoir ou pour y parvenir. Du Rwanda à la Côte d'Ivoire en passant par le Soudan, le Sénégal et la Mauritanie, l'histoire récente de l'Afrique ne manque pas d'exemples de barbarie sanglante à caractère ethnique. Parfois c'est à l'occasion d'une élection, d'un litige frontalier hérité de la colonisation ou d'un simple conflit entre agriculteurs et pasteurs, mais ce sont toujours les plus pauvres qui en paient le prix le plus fort. Même là où les populations se côtoient paisiblement, les dirigeants en compétition pour le pouvoir sont capables de semer le poison de la division pour assouvir leurs ambitions.

La crise que traverse le Mali depuis quelques années pourrait dégénérer en bain de sang entre les populations, même si on n'en est pas encore là aujourd'hui. Les travailleurs maliens ne doivent pas se laisser bernier par la démagogie de Goïta tout comme ils doivent se méfier des politiciens de tous poils qui prétendent avoir des « *solutions* » pour améliorer leurs conditions d'existence. La seule force sur laquelle ils peuvent s'appuyer c'est la leur, sans distinction de nationalité, d'ethnie ou de religion, pour se défendre comme une seule classe sociale contre la dictature et contre l'exploitation.

ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS, DANS LE PIÈGE SANGLANT CRÉÉ PAR L'IMPÉRIALISME

Samedi 7 octobre, le Hamas a déclenché une offensive de grande ampleur contre Israël. Après avoir tiré plusieurs milliers de roquettes depuis la bande de Gaza, des commandos ont réussi à s'infiltrer en Israël par voie terrestre, aérienne et maritime, cherchant à tuer aveuglément les hommes, femmes et enfants qu'ils rencontraient, faisant plus de 1 200 morts et 2 400 blessés. Plus d'une centaine de personnes seraient retenues comme otages à Gaza. Immédiatement, l'État israélien a lancé une grande offensive sur la ville de Gaza (plus de deux millions d'habitants) en bombardant aveuglément la population civile et faisant un blocus total sur la bande Gaza. À ce jour, le nombre provisoire de morts recensé à Gaza est de 2 215 morts dont 724 enfants. Les bombardements continuent.

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du journal hebdomadaire Lutte Ouvrière daté du 13 octobre 2023 et édité en France.

Le Moyen-Orient est à l'image d'un monde soumis à la domination impérialiste de la bourgeoisie : un immense brasier. Après l'Irak et la Syrie, la guerre embrase de nouveau Israël et Gaza, menaçant toute la région d'une nouvelle conflagration.

Cette situation a été créée par les manœuvres des puissances impérialistes, au siècle dernier, où elles découpaient le monde en traçant les frontières garantissant leur hégémonie. Et le Moyen-Orient, riche en pétrole, était l'objet de toutes leurs convoitises.

C'est ainsi que les Palestiniens et les immigrants juifs se sont retrouvés au milieu d'un champ de bataille. Les premiers vivaient sous la domination britannique, déjà contestée par la puissance américaine. Quant aux seconds, ils arrivaient dans la région, fuyant les pogroms antisémites ou rescapés des camps d'extermination.

Il y avait de la place pour les deux peuples. Mais les prétendus protecteurs de la région n'ont rien fait pour favoriser cette coexistence. Ils ont, au contraire, joué un jeu de pouvoir contre l'autre, pour assurer leur influence.

En 1948, les États-Unis soutinrent la création d'Israël en tant qu'État juif. Les Palestiniens en furent chassés en masse, transformés en réfugiés à vie dans des camps surpeuplés ou en citoyens de seconde zone en Israël. Les Israéliens devinrent les gardiens de cette prison.

Les Palestiniens ont été spoliés de leurs terres, expulsés de leurs maisons et enfermés, notamment dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza. Les deux millions de Gazaouis sont collectivement punis par un blocus qui leur impose des conditions de vie innommables, quand leurs immeubles ne sont pas bombardés par l'armée d'Israël. Cette politique a un nom : le terrorisme d'État.

Dans les deux camps, les politiques nationalistes ont contribué à porter au pouvoir les plus extrémistes. En Israël, Netanyahu gouverne désormais avec les ultranationalistes religieux et racistes. Son gouvernement a intensifié la colonisation de la Cisjordanie, aggravé les mesures d'apartheid et encouragé les milices d'extrême droite à terroriser les Palestiniens.

À cette terreur d'État, le Hamas a opposé une politique qui mène les Palestiniens dans l'impasse. Celle-ci ne témoigne pas seulement d'un mépris pour la vie des civils israéliens, mais aussi de la vie de son propre peuple, les Palestiniens de Gaza, de nouveau soumis à l'enfer des bombardements. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas le choix car le pouvoir du Hamas s'exerce comme une dictature.

Si le Hamas a soudé nombre de Palestiniens derrière lui, c'est qu'il est le seul à sembler offrir une issue à la révolte qui

bouillonne dans la jeunesse palestinienne. Mais la politique du Hamas, comme celle de Netanyahu, ne fait que creuser un fossé de sang entre les deux peuples.

Ces soixante-quinze années de politiques nationalistes de part et d'autre, des plus modérées aux plus extrémistes, ont conduit à la situation terrifiante actuelle. Elles démontrent qu'un peuple qui en domine un autre ne peut vivre en sécurité, ni être un peuple libre.

Le drame, c'est que les pires nationalistes sont encouragés par le climat guerrier créé par la guerre en Ukraine et les discours belliqueux des dirigeants des grandes puissances. C'est vrai en Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh, ou au Kosovo, où s'affrontent Albanais et Serbes.

Contre cette évolution catastrophique, affirmons que des peuples différents, parlant des langues différentes et ayant des coutumes ou des religions différentes, peuvent parfaitement vivre côte à côte. Ils l'ont souvent fait au cours des siècles passés.

Pour y réussir, il faut combattre les dirigeants actuels de la société, et d'abord la bourgeoisie impérialiste qui dresse les peuples les uns contre les autres. Diviser pour régner est la base de sa politique de domination. Ne marchons pas !

Ni les peuples ni les travailleurs n'ont d'intérêt à ces divisions. Ils partagent tous la même aspiration à vivre en paix. Il leur faut trouver un terrain d'entente. Et celui-ci existe dans le fait qu'ils partagent tous une vie de labeur, une vie d'exploitation. Nos dirigeants nous rassemblent dans l'exploitation, ne les laissons pas nous diviser !

Partout, il y a, comme ici, des travailleurs en butte à leurs gouvernants. Assimiler le peuple palestinien à la politique du Hamas, ou identifier les Israéliens à la politique de Netanyahu et des colons est aussi stupide que ranger les Français derrière Macron.

En Israël, des travailleurs palestiniens et israéliens travaillent souvent ensemble. Il faut qu'ils retrouvent la conscience de leurs intérêts communs. Seule cette fraternité de classe pourra créer l'élan susceptible de dépasser les haines accumulées au cours de décennies d'affrontements.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.